

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYgone - bâtiment GH
57036 Metz

Strasbourg, le 11/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROLANFER RECYCLAGE

Port Public Thionville/Illange
57270 Uckange

Références : ILLANGE_ROLANFER_2025-06-11_RAPVI-action-broyeurs_EL_01484
Code AIOT : 0006201395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement ROLANFER RECYCLAGE implanté Port d'Illange 57970 Illange. L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le contexte de l'action régionale visant à contrôler les émissions atmosphériques des broyeurs de déchets métalliques et à évaluer le besoin de mise en place d'une surveillance environnementale. Cette action s'inscrit de même dans le cadre d'une étude nationale des prescriptions relatives aux broyeurs de déchets métalliques, suite à des résultats élevés en PCB et dioxines identifiés autour de certains broyeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROLANFER RECYCLAGE
- Port d'Illange 57970 Illange
- Code AIOT : 0006201395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Rolanfer Recyclage est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral n°89-AG/2-609 du 24 octobre 1989 modifié à exploiter les installations de traitement de déchets non dangereux suivantes sur le Port public de Thionville-Illange :

- une installation de broyage de déchets non dangereux non inertes (rubrique 2515) ;
- une installation de transit et traitement de déchets de métaux non dangereux (rubrique 2713).

Ces installations sont par ailleurs classées à autorisation sous les rubriques 2791 (traitement de déchets non dangereux) et 3532 (valorisation de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le site est notamment soumis aux prescriptions des arrêtés ministériels du :

- 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 »
- 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2, point III (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
3	Maintenance et disponibilité des dispositifs de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Fréquence de surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2, point III (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 modifié et 57	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD applicables aux installations de traitement mécanique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bilan des points de contrôle :

Le contrôle met en évidence plusieurs non-conformités :

1/ Les points suivants sont identifiés comme prioritaires par l'inspection :

- les fréquences de surveillance des émissions atmosphériques canalisées ne sont pas conformes ;
- l'exploitant ne dispose pas de manches en stock pour l'installation de dépoussiérage.

Une mise en demeure est proposée au Préfet pour ces deux non-conformités.

2/ Les mesures des émissions atmosphériques font l'objet de plusieurs remarques, il convient que l'exploitant apporte des précisions sur les points suivants : (Constat 4)

- La liste des retardateurs de flammes bromés à mesurer doit être complétée ;
- Les pondérations utilisées pour les PCB-DL et dioxines doivent être précisées ;
- Les vitesses et débits faibles des émissions canalisées doivent être commentés.

3/ Question de la surveillance environnementale :

Le site dispose de résultats de surveillance des retombées de poussières. Cette surveillance environnementale mérite d'apporter des précisions afin de pouvoir confirmer la représentativité des émissions. (constat 5)

Des actions correctives sont demandées à l'exploitant concernant la présence d'un point témoin pour la surveillance des poussières.

Les habitations les plus proches étant situées à environ 750 mètres de la cheminée du broyeur à l'Est du site, la mise en place éventuelle d'une surveillance environnementale reste à étudier, au regard de la toxicité et de la persistance des polluants émis (dioxines, furannes, PCB, retardateurs de flamme bromés et métaux).

Les résultats disponibles des émissions atmosphériques canalisées du site montrent la présence de ces polluants persistants. Les teneurs ne dépassent pas les valeurs indicatives de comparaison

disponibles sur ces polluants persistants. C'est pourquoi, il n'est pas proposé de mettre en place, immédiatement, une surveillance environnementale des dioxines, furannes, PCB, retardateurs de flamme bromés et métaux sur ce site.

L'inspection n'exclut pas, à ce stade, la mise en place ultérieure d'une surveillance environnementale :

- d'une part, car les investigations régionales et nationales, en cours, montrent la présence de polluants persistants à proximité de broyeurs de déchets métalliques ;
- d'autre part, car les émissions diffuses sont difficilement quantifiables en l'absence de surveillance environnementale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD applicables aux installations de traitement mécanique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, MTD émissions canalisées et diffuses
Prescription contrôlée : Les dispositions de cette annexe s'appliquent en complément des dispositions des annexes 2 et 3.1. Les dispositions de cette annexe ne s'appliquent pas au traitement mécano-biologique. L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 <u>et met en place au moins une des techniques suivantes</u> : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales. <u>d du VI annexe 3.1 :</u> Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses Cela inclut des techniques telles que : <ul style="list-style-type: none">- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple);- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions. L'utilisation de bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène. Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.
Constats : L'exploitant dispose d'un broyeur pour traiter les ferrailles incinérées.

Ce broyeur est équipé d'un système d'épuration des fumées canalisées avec un filtre à manches.

Les poussières diffuses issues de l'exploitation peuvent être abattues grâce à des canons à eau actionnés manuellement par temps sec.

Une balayeuse réalise un nettoyage des zones de circulation une fois par semaine.

L'exploitant trie sur site les différents types de métaux : pour cela, il utilise deux chaînes de tri. Les matériaux à trier sont convoyés par bandes transporteuses au sein de chacune des chaînes. Ces bandes transporteuses sont partiellement capotées. L'inspection note notamment que les matières les plus légères telles que les plastiques s'envolent facilement en fin de bandes transporteuses. Il serait opportun de travailler sur des solutions permettant de limiter les envols sur ces zones.

Enfin, l'organisation du site et la gestion des flux entrants de ferrailles incinérées à traiter impliquent un transport des matières au sein du site. Ceci génère, de même, des envols lors des opérations de transports de matières.

L'exploitant a indiqué avoir à long terme des projets pour réorganiser le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte dans ce futur projet la question des émissions diffuses. L'exploitant veillera à limiter les envols de poussières et plastiques légers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2, point III (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Traitement	Paramètres	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5mg/m ³ ou 10 mg/m ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	Semestrielle

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 25 mars 2025, les rapports des mesures des rejets atmosphériques réalisées sur le « dépoussiéreur - broyeur ». Ces mesures ont été réalisées les 17/03/2023, 30/10/2023 et 24/07/2024.</p> <p>Seules les mesures du 17/03/2023 et du 24/07/2024 analysent les poussières. La fréquence de mesure est donc annuelle alors qu'une mesure semestrielle des poussières est requise. Le 17/03/2023 la concentration en poussières est de 1,56 mg/Nm³ pour un flux de 8,26 g/h. Le 24/07/2024 la concentration en poussières est de 1,01 mg/Nm³ pour un flux de 4,99 g/h.</p> <p>La valeur limite d'émission fixée à 5 mg/Nm³ est respectée. La fréquence de surveillance n'est pas conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de revenir en conformité sur la fréquence de surveillance des poussières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 3 : Maintenance et disponibilité des dispositifs de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une installation de dépoussiérage, équipée de filtre à manches. La maintenance de cet équipement est réalisée par une société extérieure, à raison d'une fois par an.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'intervention du 7 octobre 2024 et le contrat de maintenance mis en place avec la société.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un stock de manches pour son installation de dépoussiérage sur site. Il indique de ne pas avoir les compétences suffisantes en interne pour intervenir pour changer les manches du filtre et fait donc appel à la société si besoin.</p> <p>De plus, le contrat de maintenance indique : "Il est important de ne jamais faire fonctionner le(s) ventilateur(s) en l'absence des médias. Aussi, nous recommandons l'utilisation d'un jeu de médias de rechange, mis en place dès le démontage des filtres encrassés et permet limiter la durée d'intervention."</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de revenir en conformité en constituant sur site un stock d'un jeu de manches pour son dépoussiéreur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Fréquence de surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2, point III (partiel)			
Thème(s) : Risques chroniques, air			
Prescription contrôlée :			
III. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets			
Effluents gazeux :			
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5mg/m ³ ou 10 mg/m ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	semestrielle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1)	/	Annuelle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	PCB de type dioxine	/	Annuelle
Traitement	PCDD/F (1)	/	Annuelle

m é c a n i q u e e n broyeur des déchets métalliques			
T r a i t e m e n t m é c a n i q u e e n broyeur des déchets métalliques	Retardateurs de flamme bromés (1)	/	Annuelle
T r a i t e m e n t m é c a n i q u e e n broyeur des déchets métalliques	COVT	/	Semestrielle

(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

Constats :

L'exploitant a transmis par mail du 25 mars 2025, les rapports des mesures des rejets atmosphériques réalisées sur le « dépoussiéreur - broyeur ». Ces mesures ont été réalisées les 17/03/2023, 30/10/2023 et 24/07/2024.

Les mesures du 17/03/2023 portent sur les paramètres suivants : vitesse, CH₄, COVT, COVNM, PCDD/F, PCB-Dioxin-like, PCB-Indicateurs, poussières, métaux et PBDD.

Les mesures du 30/10/2023 portent sur les paramètres suivants : vitesse, CH₄, COVT et COVNM.

Les mesures du 24/07/2024 portent sur les paramètres suivants : vitesse, CH₄, COVT et COVNM, PCDD/F, PCB-Dioxin-like, PCB-Indicateurs, poussières, métaux, PBDD/F et les retardateurs de flammes bromés de type PBDEs.

On remarque que les paramètres analysés diffèrent lors de chacune des mesures des rejets atmosphériques.

Seule l'analyse de juillet 2024 comprend la grande majorité des paramètres demandés par la prescription ci-dessus. Ainsi :

- La fréquence d'analyse des COVT n'est pas conforme étant donné qu'il n'y a qu'une seule analyse des rejets atmosphériques réalisée en 2024.
- Les retardateurs de flammes bromés ne sont analysés qu'en 2024 et seulement sur les substances dites PBDE. La fréquence de surveillance n'est pas conforme.

On note la présence de DécaBDE à une concentration de 38,74 ng/Nm³ pour un flux de 192 µg I-TEQ/h

Cela porte la somme des PBDE à 44,18ng/Nm³ pour un flux de 219 µg I-TEQ/h.

Remarques relatives aux résultats des mesures des rejets atmosphériques :

- La pondération des dioxines et PCB DL utilisée est une pondération de 2005 et 2006. Il est recommandé d'utiliser des pondérations plus récentes et de prendre comme référence de pondération celle exigée pour le secteur de l'incinération, c'est à dire : les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'incinération de déchets précisent que les résultats pour les PCDD/F doivent être présentés en **ng I-TEQ/Nm³** et que la somme des PCDD/F + PCB-DL doit être exprimée en **ng WHO-TEQ/Nm³**.
- Le débit et la vitesse d'éjection des émissions atmosphériques sont faibles. Ceci ne favorise pas la dispersion des émissions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de revenir en conformité au sujet des fréquences de surveillances des émissions atmosphériques.

2. La prescription indique qu'il est requis une surveillance annuelle des retardateurs de flammes bromés sans préciser les substances à analyser.

En région Grand-Est, il est demandé aux exploitants concernés de mesurer a minima les substances suivantes identifiées comme polluants persistants au sein du règlement POP (UE) 2019/1021 du 20 juin 2019 (Annexe I où sont disponibles les n°CAS de ces substances) :

- Les PBDE : tétra, penta, hexa, hepta et déca(ou bispenta)
- L'hexabromobiphényle
- L'hexabromocyclododécane et ses isomères

3. Il est demandé à l'exploitant de préciser à l'inspection le débit nominal de l'installation et d'expliquer pourquoi les vitesses d'éjection sont faibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 modifié et 57

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Article 39 de l'arrêté du 26 novembre 2012

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.

[...]La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Article 57 de l'arrêté du 26 novembre 2012[...]

La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

Constats :

L'exploitant assure, via une convention avec les autres exploitants de la zone portuaire "GEPOR", une surveillance des retombées atmosphériques de poussières.

La proposition technique et commerciale de décembre 2023, transmise par l'exploitant, précise que les retombées de poussières sont mesurées par jauge, en deux points situés dans le quartier résidentiel à l'Est de la zone portuaire.

Le plan d'échantillonnage ne prévoit pas de point représentatif du niveau d'empoussièrement ambiant. Ceci constitue une non-conformité.

De plus, les résultats et la localisation des points de mesures ne sont pas interprétés ou justifiés en fonction de la vitesse et de la direction du vent.

L'exploitant a transmis les résultats des campagnes de mesure de l'année 2024. On mesure aux points 1 et 2 respectivement un niveau moyen d'empoussièrement de 92 et 111 mg/m²/j. Ces niveaux sont faibles comparés de manière indicative à la valeur seuil allemande de 350 mg/m²/j.

A noter que les teneurs en poussières sont plus élevées sur la période estivale avec un maximum en juin 2024 de 239 mg/m²/j.

La fréquence des mesures des retombées de poussières est mensuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant proposera une modification de la surveillance actuellement en place afin d'ajouter un point témoin, représentatif du niveau d'empoussièrement ambiant.

Il est demandé à l'exploitant de justifier :

- La localisation des points de mesure ;
- L'enregistrement en continu de la vitesse et de la direction du vent ;
- L'interprétation des résultats en fonction des données météorologiques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois